53e ANNÉE (6e SÉRIE) N° 31 30 JUILLET 1936

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. L'avènement du socialisme en France et la question financière. — M. Vincent Auriol ; son passé ; ses projets. — La situation actuelle des finances françaises. — II. En Espagne : le triomphe de M. Azana ; — ce qu'il est, d'où il vient, ce qu'il veut. — L'anticléricalisme foncier de ses tendances d'esprit. — Le bilan des destructions antireligieuses depuis les élections de février. — III. La conquête de l'Ethiopie. — Comment elle s'est déroulée. — La victoire finale et l'enthousiasme italien. — IV. Ce qui se passe en Palestine. — Les origines du Sionisme. — Les idées secrètes de la diplomatie britannique. — Importance de la Palestine, sur la route des Indes. — Le port de Haïfa. — Causes du mécontentement arabe. — Gravité du conflit.

I

Il s'est produit en France, à la suite des dernières élections, un changement presque général dans les équipes gouvernementales. Une logique visible dirige les événements. Les sociétés modernes, rongées de matérialisme, cherchent leur voie. La façon dont elles sont conduites fait songer, irrésistiblement, au mot de l'Evangile : « Si un aveugle conduit un aveugle, ils tomberont tous deux dans l'abîme. » Pour nous, nous l'avons dit et répété : le scandale des scandales, ce serait qu'une société qui a renié Dieu, qui l'a chassé, autant qu'il était en elle, de toutes ses institutions, puisse conserver son état de santé politique, maintenir l'ordre, la paix, la prospérité.

Cela ne veut pas dire que nous nous réjouissions de ce qui arrive. Mais le spectacle d'un déroulement logique dans les faits rattache le désordre lui-même à l'ordre, aide à le comprendre dans le plan spirituel, à en tirer pour soi les conclusions nécessaires.

Ceci dit, ouvrons nos Revues. Elles se livrent, naturellement, au petit jeu des portraits. Comme toujours, ce jeu est couvert du voile prudent de l'anonymat. La *Revue de Paris* du 1er juin 1936 a donné, sous la signature d'*Ignotus*, un croquis de M. Vincent Auriol. A vrai dire, c'est moins sa personne qui intéresse les Français que ses idées, car c'est lui qui est placé au poste le plus délicat du nouveau gouvernement. Les régimes, les systèmes, ou plus simplement les *expériences*, car nous en sommes là ! se heurtent inévitablement au problème financier. C'est ce que certains, de dépit, ont appelé « le mur d'argent. » C'est ce que nous appellerons plus simplement : l'implacable réalité.

Ignotus nous assure que le choix de M. Vincent Auriol est le plus rassurant qui pût être fait, dans les circonstances présentes (cela ne veut pas dire qu'il le soit beaucoup) :

« Puisque le propos du nouveau gouvernement, dit notre auteur, semble être de dissiper les craintes que son origine électorale et ses antécédents doctrinaires ont, non sans quelque raison, on l'avouera, inspirées aux détenteurs de la richesse privée quels qu'ils soient, on doit reconnaître que le choix du groupe socialiste, — à moins qu'il n'allât chercher humblement un argentier sur les bancs du Centre, — ne pouvait se porter sur un personnage plus qualifié que M. Vincent Auriol, député de la circonscription de Muret. »

M. Auriol est socialiste, il est vrai, mais sans agressivité. C'est un théoricien beaucoup plus qu'un tribun. Il est le *Financier* du parti On l'a surnommé parfois, plaisamment, le « baron Louis » de la Sociale.

Au physique, il offre avec son chef de file, M. Blum, un contraste que les caricaturistes ont exploité sans vergogne. On dirait Sancho à côté de don Quichotte. Le président du Conseil est maigre et voûté ; on lui reproche de se perdre dans les nuées, d'être un talmudiste incorrigible, un « coupeur de cheveux en quatre. » M. Auriol a la mobilité et la vivacité toulousaines ; il est jovial et rond. Il parle moins que M. Bedouce. Sa voix est un peu aigre, son débit abondant et pressé. Ses discours sont bardés de chiffres. On le voit tour à tour s'indigner d'une objection, frapper le marbre de la tribune de ses poings dodus, puis brusquement sourire à une interruption et la repousser avec drôlerie. Au total, c'est un homme habile, un jongleur, il connaît surtout à merveille la pâte électorale et sait la manipuler avec dextérité. Le grand succès des hommes du jour vient de là, en général : à un peuple qu'ils ont dressé à ne plus voir que les biens de cette terre, ils excellent à promettre le paradis.

M. Vincent Auriol naquit en 1884, à Revel, dans la Hte-Garonne. Sa famille était modeste. Elle fut heureuse, selon la coutume française, d'accéder par lui à la vie bourgeoise (car, nul ne

l'ignore, nos chefs socialistes sont tous de vulgaires bourgeois). Vincent fit de bonnes études classiques au lycée de Toulouse. Il fut plongé dès son jeune âge dans cette atmosphère d'ignorance et d'indifférence religieuses que l'industrialisme issu de la machine a créée dans la vieille Europe chrétienne. Il acheva son droit à Paris ; mais le barreau ne fut pour lui que l'antichambre de la politique : c'est presque une règle, depuis la Révolution française.

Il n'avait que trente ans, lorsque la poussée à gauche de mai 1914 le porta au Palais-Bourbon. Il n'a jamais manqué d'être réélu. L'état de député est donc son métier principal.

Mais comme c'est un esprit d'ordre et de calcul, il a compris de bonne heure que ce qui habilite un homme, de nos jours, c'est la spécialisation. Il s'est donc attaché aux problèmes financiers. Il en a fait sa chose, sa partie propre. En cette matière, on ne jure que par lui dans son parti. Il a de bonne heure réclamé et obtenu l'honneur de représenter les siens dans les Commissions de législation fiscale et du budget. Il a étudié avec conscience les rapports annuels des finances, les a discutés pied à pied, en a reconnu toutes les arcanes, en a percé à jour les côtés faibles, en a fait la critique, du point de vue de ses idées sociales. C'est toujours lui qui porte la parole, de la part des S. F. I. O., dans les débats financiers.

En tant qu'homme, il est simple, spontané, bon enfant. Il a conquis des sympathies dans tous les camps. Il n'a pas toujours été rond comme maintenant. En ses débuts, il avait bien la maigreur qui convient à un militant. Les angles ont disparu de sa personne avec les ans, et cela au moral comme au physique. Il respire la confiance, l'optimisme, et a par suite un atout excellent dans son jeu, car la fortune sourit aux audacieux et aux confiants.

D'autre part, il va bénéficier des expériences qui ont rempli ces dernières années. Il a vécu de très près les jours angoissés de l'inflation, en 1926, car il était alors président de la Commission des finances à la Chambre, ce qui est le premier poste d'observation du pays. Il a pu constater que la matière financière se prête mal aux incantations des grands discours. Il sait que là se trouve « la force immanente des choses. » Il a assisté aux affres de M. Clémentel, aux tribulations éplorées de M. Herriot. Il a constaté les périls de la politique de soutien, que son parti exploitait alors cyniquement, mais que le parti communiste se montre résolu à exploiter à son tour contre lui.

Il a certes une rude partie à jouer : il s'agit de satisfaire un public gonflé de promesses, de répondre à l'attente de tout un peuple affamé de miracles économiques, de faire entrer la clé du paradis dans la serrure que l'on a prétendu connaître à merveille. Il s'agit d'appliquer la fameuse formule : « Prendre l'argent où il est », sans provoquer la panique qui suivit la lettre historique de M. Léon Blum à son ami Herriot (25 mars 1925) pour réclamer le prélèvement sur le capital.

La doctrine classique, celle qui a été appliquée tenacement par M. Régnier, et dont on s'est servi pour accabler la mémoire de M. Laval, qui n'y était à peu près pour rien, consiste à pratiquer une compression énergique des dépenses et à rechercher une augmentation des recettes. Mais le parti socialiste s'est interdit cette voie. Il a promis de relever les traitements des fonctionnaires, de supprimer les prélèvements ordonnés par les décrets-lois ; il s'est donc voué à une augmentation des dépenses. Quant aux recettes, il sait bien que le mythe des « deux cents familles » n'est qu'une image d'Epinal à l'usage des benêts, c'est-à-dire de la masse électorale. Mais comme il ne saurait être question d'accroître les impôts, il ne reste plus que deux moyens à employer : l'emprunt ou l'inflation, ou les deux ensemble. Les deux conduisent à la dévaluation, que le parti s'est défendu d'admettre. C'est la quadrature du cercle !

Le vice du système consiste en ce que, pour arriver au pouvoir, il faut duper la nation. Quand on est parvenu à ses fins, on se trouve prisonnier des principes posés, de la démagogie pratiquée, du parti auquel on appartient. M. Auriol est comme un médecin qui a dit tout le mal possible des remèdes employés par ses confrères; il est contraint, maintenant que le voilà au chevet du malade, de changer l'ordonnance, de jeter par la fenêtre toutes les fioles à médicaments, d'apporter du nouveau à tout prix.

Pouvons-nous d'après les discours antérieurs de M. Auriol nous faire une idée de la médication qu'il se propose d'employer ? A-t-il une doctrine financière ?

Oui, il en a une [1]. L'idée primordiale de ce programme n'est rien moins que révolutionnaire; on peut parfaitement l'embrasser sans pour cela devenir extrémiste. Elle est une idée de bon gestionnaire : c'est tout simplement l'idée de *la réforme fiscale*.

« Il faut abattre, a dit M. Auriol, une fiscalité monstrueuse. Il y a, en France, 128 impôts ou taxes sur lesquels 21 produisent 35 milliards et les 107 autres, 6 milliards ! C'est un régime d'absurdité et d'iniquité sous lequel un régime ne peut vivre ! La complication du système de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur le chiffre d'affaires diminue le rendement au profit de l'Etat, tout en les rendant plus injustes pour certains contribuables et plus lourds pour les autres... »

Bon ! la France étant le pays de la clarté, nous pouvons espérer que le fisc lui-même va faire effort vers la lumière, que les textes fiscaux seront

[1] Il l'a exposée, en janvier 1933, en développant à la Chambre les considérants d'un contre-projet qui avait pour but de parvenir à l'assainissement de la situation financière, très compromise déjà à cette époque. Il l'a exposée de nouveau dans une importante intervention, en novembre de la même année. Il l'a confirmée à maintes reprises dans des interviews accordées à divers journaux.

unifiés et simplifiés. Si M. Auriol arrive à ce résultat, il méritera une statue à Muret, chef-lieu de sa circonscription, ainsi qu'au ministère des Finances.

Que propose-t-il donc pour remplacer les 128 taxes obscures et oppressives dont les Français sont accablés ?

En tout et pour tout, trois grands impôts nationaux :

« 1° En remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires, des patentes, des taxes sur la production et des taxes indirectes spéciales et tous impôts, une taxe sur les dépenses au moment du dernier paiement, en tenant compte des dépenses de première nécessité pour la fixation du taux ;

2° Un impôt sur le revenu, avec des taux légers et progressifs et des différences de taux pour l'impôt sur les revenus du travail et les revenus mixtes, d'un côté, et les revenus exclusifs du capital, de l'autre ;

3° Un impôt progressif sur les successions et mutations, en tenant compte, pour l'établissement des taux, de l'ancienneté des fortunes léguées (première, deuxième et troisième lignes), de la descendance directe et des successions collatérales. »

Il est clair que ce sont là des énoncés beaucoup trop généraux pour que l'on puisse se faire un jugement. Pourtant, il est sûr qu'une diminution massive des taxes, — si elle est possible, — un renversement de tous les modes d'imposition antérieurs, permettront mieux que tout autre moyen un appel à la richesse acquise. Seulement, les taxes nouvelles viendront-elles à bout des abus ? C'est ce qui reste à savoir. Toute fiscalité est une lutte de ruse entre le fisc et les contribuables. Toute l'habileté du fisc se heurte à l'habileté contraire des assujettis pour échapper à leurs obligations. Cela est de la psychologie élémentaire. On peut dire, — en le déplorant, — que c'est, en quelque sorte, la « règle du jeu. » De là provient sans doute l'obscurité des textes fiscaux, qui est probablement une arme contre la fraude. Des textes simples et clairs ne vont-ils pas encourager cette dernière ? L'avenir nous le dira.

M. Auriol fait pourtant naître de grands espoirs : « Un coup de hache, écrit Ignotus, dans cette fiscalité surannée, incommode et peu productive, en comparaison de ce qu'elle coûte à l'Etat en frais de perception, un coup d'audace s'impose. Le payant a faim de clarté et soif de simplicité. »

Oui, assurément, mais cette faim et cette soif sont surtout pour payer moins ! On se demande s'il n'y a pas une ironie cachée dans ces lignes de l'article cité :

« Des impôts simples, clairs, modérés, dénués d'incidence sur le prix des choses, des impôts écartant les échanges de toute gêne et de toute entrave, des impôts exempts de contrainte pour les assujettis et par conséquent faciles à payer, quel rêve ! Faut-il parler de fraude, dans de pareilles conditions ? On peut la punir du bagne, car il ne se trouvera personne pour la commettre. A l'homme d'Etat, au grand bienfaiteur de la France, qui mènera à bien cette œuvre pie, les ligues de contribuables voudront élever, de son vivant, une statue sur la place de la Concorde !... »

Une statue à Muret, disions-nous tout à l'heure ! Non, ce n'est pas assez : au cœur de la capitale. Mais notre auteur ajoute : « Hélas ! les « payants » n'en demanderaient pas tant. Ce serait trop beau. Ils se contenteraient à meilleur compte... »

En effet, ce n'est là qu'un rêve. M. Auriol fait trop bon marché de la loi d'incidence. Cette loi ne peut être évitée que sous le régime dictatorial des prix imposés. Tout impôt, de quelque nature qu'il soit, tend inévitablement à s'incorporer, avec une rapidité variable, aux denrées et aux services.

La nouvelle *taxe sur les dépenses* ne fera pas autrement que les autres. Mais elle aura pour avantage, si elle est viable (ce qui est malaisé à dire, *a priori*), de ne provoquer qu'une seule incidence, tandis que la taxe sur le chiffre d'affaires, qui fonctionne actuellement, produit une incidence à chaque palier intermédiaire entre le producteur et le consommateur. Elle continue donc à maintenir la cherté de la vie. Seulement, une seule incidence globale peut bien être aussi onéreuse que plusieurs incidences partielles. D'autre part, un impôt ne peut être perçu que s'il reste des traces des échanges. Dans les grosses maisons de fabrication ou de commerce, ces traces sont inscrites sur les registres de la comptabilité. Mais tout échange au comptant échappe, par définition, au contrôle : on ne peut placer un agent du fisc entre tout acheteur et tout vendeur. Une masse prodigieuse de petits achats et de petites ventes se produiront donc, sans que l'impôt puisse jamais les atteindre. Evasion fiscale !

En second lieu, M. Auriol parle d'un impôt *léger et progressif* sur le revenu. Comment sait-il qu'il sera *léger* ? Le programme du Rassemblement populaire n'a parlé en fait que d'un impôt sur les revenus du capital, plus brutal et plus exhaustif que jamais, car il y était question d'une « progression rapide de la majoration des taux de l'impôt général sur le revenu, sur les revenus supérieurs à 75.000 francs. » Il est donc probable qu'au-dessus de ce taux, tout au moins, la taxe nouvelle sera tout à fait spoliatrice. Et dès lors le problème se pose, de nouveau, des moyens d'empêcher *l'évasion fiscale*. Car tout le monde sait que les très gros contribuables ont plus de facilité pour faire des placements à l'étranger que les petits :

« Ce n'est un mystère pour personne, déclare Ignotus, que l'impôt sur le revenu, après vingt ans d'existence, n'est pas encore entré dans les mœurs et n'est pas achevé « d'asseoir ». Le sera-t-il jamais ? « Le paie qui veut », s'écriait un jour, à la tribune de la Chambre, Henry Chéron. C'est moins vrai aujourd'hui qu'au temps où il le disait ; mais le recensement des assujettis fait apparaître des invraisemblances criantes que les contrôleurs constatent et devant lesquelles ils demeurent impuissants. Les fraudes, puisque fraudes il y a, ne sont pas cantonnées dans la petite mino-

rité à laquelle revient le privilège exclusif de contribuer à l'impôt sur le revenu, car les moyens de dissimuler lui sont beaucoup moins faciles qu'on se l'imagine. Le paiement de l'impôt global est esquivé en grande partie par les revenus moyens... Mais les mesures inquisitoriales et draconiennes auxquelles le Front populaire ordonne qu'il soit recouru, la création de la carte d'identité fiscale, l'amende, la prison et la confiscation des biens, envisagés comme moyens de répression, enfermeront le contribuable de toute condition dans une sorte de camp de concentration fiscal, d'où il sera impossible de s'évader, à moins — et l'hypothèse n'est que trop admissible — qu'il ne soit de connivence avec les gardiens. »

Nous sommes d'avis que les gros contribuables sauront trouver à l'étranger des refuges pour se constituer des réserves et que, pour les petits et les moyens, un gouvernement socialiste n'aura jamais la force de les braver : ils sont trop, et la plupart sont du parti !

Il serait trop facile aux socialistes de réussir dans leur entreprise, s'il se révélait que la fraude fiscale, sous les gouvernements précédents, a laissé intactes des sources énormes de revenus pour l'Etat, qu'ils n'auraient qu'à faire couler. C'est bien ce qu'ils prétendent ; ils jettent au peuple cette formule : « Supprimer la fraude et la France est riche ! » Mais il seste à savoir 1° si la fraude privait réellement l'Etat de sommes colossales, et 2° si le socialisme sera plus adroit ou plus autoritaire pour supprimer la fraude.

Une seconde idée de M. Auriol, — outre la grande réforme fiscale qu'il médite, — c'est la réforme du budget. Voici comment il la conçoit : il ferait sortir du budget courant la liquidation de toutes les charges de guerre, en la confiant à une Caisse des pensions, alimentée par la Caisse d'amortissement. De plus, il séparerait le budget des affaires courantes de la nation, c'est-à-dire celui des dépenses administratives, du budget social, c'est-à-dire des dépenses en faveur des chômeurs et de tous autres nécessiteux.

Voilà qui est excellent. Mais une situation financière ne se retourne pas comme un gant. Si le gouvernement socialiste qui est au pouvoir n'était pas sans cesse talonné par le parti communiste, qui brigue adroitement sa succession et cherche à lui ravir la confiance des masses ouvrières par la seule méthode possible : celle de la surenchère, il y arriverait peut être. Mais le temps va lui manquer. Il est tyrannisé par les événements. Les faits vont plus vite que la volonté des dirigeants. Les engagements pris sont là. Le communisme n'admet ni hésitation ni délai. Abrogation des décrets-lois, exécution des grands travaux publics, subventions pour la revalorisation du sol, secours copieux aux chômeurs ou aux grévistes, tout se précipite à la fois. Il faut de l'argent, il en faut beaucoup et tout de suite. La tâche du nouveau ministre des Finances risque d'en être rendue impossible, ou du moins hérissée de difficultés telles qu'elle n'aboutisse qu'à d'insuffisants résultats. Alors, on entendra crier du côté gauche : — Le socialisme n'a pas su appliquer la doctrine. Il a manqué de cran et d'audace. Il n'a été qu'une forme nouvelle du capitalisme bourgeois. A nous, les communistes, de réaliser enfin la France « libre, forte et prospère », qu'il n'a pas su restaurer !

Mais M. Auriol demeure confiant. C'est qu'il a une troisième idée, qui lui paraît devoir tout sauver, et qui consiste à se moquer de l'équilibre budgétaire, ou, pour parler plus juste, de son équilibre *statique*. Il ne faut pas commencer par mettre sur le papier la prévision des recettes et des dépenses. Cette prévision, fondée sur le passé, est chose morte. En temps de calme économique, elle est juste et légitime ; en temps de crise, elle constitue une erreur. La crise provient de ce que l'économie nationale demeure stagnante ; il faut donc la mettre en marche, il faut lui permettre de « démarrer ». Elle ressemble à une auto dont le moteur fait des caprices au départ : ajoutons de l'éther dans les bougies, s'il le faut, pour permettre le premier allumage ; une fois le moteur lancé, tout ira bien. De même, en temps de crise, il faut *non pas économiser*, mais *dépenser davantage*.

Pour « démarrer », que faire ? Rendre à la masse des consommateurs un pouvoir d'achat que la crise a diminué, ranimer, favoriser et monnayer les « revenus » consommables, c'est-à-dire non pas ceux qui se terrent aussitôt ou s'investissent, mais ceux qui entrent dans le courant de la consommation quotidienne. Tels sont au premier chef les salaires ouvriers.

Ecoutons M. Auriol lui-même, pour être certains d'avoir bien sa pensée :

« L'erreur fondamentale, dit-il, est de vouloir équilibrer le budget par une déflation de dépenses qui se généralise en une diminution de tous les revenus consommables, c'est de croire que l'équilibre budgétaire est la condition préalable et suffisante du réarmement économique.

Le principe qui devra inspirer et soutenir l'action d'un gouvernement populaire doit être précisément l'opposé. *Sans nier la nécessité de l'équilibre du budget de l'Etat et même en le recherchant immédiatement, il faut ranimer l'activité économique, ménager et favoriser les revenus « consommables » de tous les producteurs, accroître la consommation, soit par une baisse des prix à la consommation, soit par les deux.* »

Il y a du vrai en tout cela. Mais c'est l'exécution qu'il faudra voir. Pour le « coup de volant » projeté, c'est-à-dire pour l'accroissement du pouvoir d'achat de la masse ouvrière, un résultat positif va être obtenu tout de suite, grâce aux nouveaux tarifs des salaires. Mais... il y a plusieurs *mais*... Ces tarifs grèveront lourdement l'industrie française d'exportation, car nous avions déjà le privilège d'être la nation où le coût de la vie et les prix de revient étaient les plus chers, et nous serons aussi la nation où la durée du travail est la moindre. L'augmentation des salaires horaires

n'augmentera pas le pouvoir d'achat des ouvriers, puisque le nombre d'heures de travail sera moins élevé. Et il est possible que nombre d'industries soient mises en péril par l'aggravation soudaine de leurs charges. Enfin, l'agriculture se plaint, en tout cela, d'être seule négligée, au profit du monde ouvrier.

Le gouvernement a donc en vue un autre moyen d'agir sur l'économie en panne et de lui permettre de « démarrer ». Ce moyen, c'est la mise en marche de grands travaux. Pour les financer, il est probable que l'on compte sur les trente ou quarante milliards qui, dit on, se cachent en France! Il s'agira de les mobiliser, donc de leur donner confiance. En attendant, il semble que le gouvernement compte surtout sur ce qu'il nomme une « réorganisation » de la Banque de France. Cette « réorganisation » sera-t elle une mainmise de l'Etat sur le grand Institut d'émission, sous un camouflage quelconque, rendant l'inflation facile à faire, sous le couvert de précautions dissimulatrices ? On l'ignore. Mais il semble bien que M. Vincent Auriol, qui a peut-être ambitionné de jouer dans son parti le rôle de sévère et honnête gestionnaire assumé par M. Snowden dans le gouvernement travailliste anglais, ne puisse jouir de toute la liberté qui lui serait nécessaire pour réaliser les excellentes intentions qu'il doit nourrir !

En tout cas, aussi longtemps que le gouvernement socialiste s'abstient de la guerre religieuse et se borne, — en répudiant *de fait*, sinon *en théorie*, les fatales doctrines marxistes, — à améliorer le sort des classes pauvres en résistant à la surenchère communiste, nous ne pouvons, nous prêtres catholiques, que saluer avec joie la réalisation de tout ce que les Encycliques pontificales ont présenté comme le *programme social* minimum, tout en déplorant le caractère *matérialiste* de l'Etat socialiste, héritier et continuateur de l'Etat franc-maçonnique, qui nous a conduits où nous en sommes.

II

Sous ce rapport, l'avènement d'un gouvernement de Front populaire en France n'a pas eu, *jusqu'ici*, les conséquences lamentables qu'il a provoquées en Espagne. Ne soyons pas trop rassurés pour l'avenir. Les amabilités de certains communistes à l'égard des catholiques, chez nous, sont peut-être sincères, mais elles sont loin d'être le fait de tous et elles n'empêchent nullement le communisme d'être, en son fond, une doctrine du « paradis sur terre » radicalement opposée au christianisme, que Marx, Engels et bien d'autres ont accusé formellement d'être le fondement de *l'économie capitaliste*. Entre les communistes et nous, il y a avant tout ceci : ils prétendent que notre doctrine est « l'opium du peuple », en ce qu'elle endort dans les cœurs l'ardeur des revendications sociales, — et nous répondons que le communisme est « l'opium du peuple », en ce qu'il endort dans les âmes la foi en un monde meilleur ; — en d'autres termes, il faut appliquer ici le mot du Christ aux Juifs : « Vous êtes *d'en bas* et je suis *d'en haut*. »

C'est ce que nous allons fort bien voir par une analyse de l'état d'esprit du grand chef de la révolution espagnole, celui qu'elle vient de porter à la présidence de la République, M. Azana [1]. Les renseignements qu'on va lire sont extraits d'une étude très instructive parue dans *Commonweal* (5 juin 1936).

Manuel Azana y Diaz [2] naquit à Alcala de Henares, l'antique *Complutum* célèbre par l'Université qu'y fonda l'illustre cardinal Ximénès et qui a été transférée, il y a exactement cent ans, à Madrid. Le futur homme d'Etat fut élevé par ses grands-parents. Il reçut sa première instruction au collège des Frères des Ecoles Pieuses [3]. D'Alcala, il passa au collège des Augustins de l'Escurial, où il resta cinq ans, en sorte que jusqu'à sa vingtième année il vécut constamment sous une direction catholique et dans des établissements congréganistes. Ce fut à la fin de cette période de sa vie que, pour parler son langage, il « libéra son intelligence » et « donna libre cours à sa personnalité », en abandonnant la foi catholique. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il entend par là.

A la suite d'un concours universitaire, il reçut une bourse du gouvernement pour aller étudier à l'étranger. Il choisit Paris et devint, pour plusieurs années, étudiant à la Sorbonne. Ce fut pendant son séjour en France qu'il fut à même d'admirer notre organisation militaire, à laquelle il consacra une étude soignée et enthousiaste. Il s'initia par ailleurs à la littérature française et tout particulièrement aux œuvres et au style de Renan, qui était alors encore très en vogue et dont il devint le dévot disciple. Son idéal révolutionnaire s'apparente de près, au fond, à celui des grands héros de 1789. Il s'agit surtout pour lui de secouer le joug de l'Eglise. Il ne verra aucun inconvénient à brûler de l'encens, à la manière renanienne, devant le doux rêveur de Galilée. C'est une mode, chez les écrivains les plus avancés et les plus hostiles au christianisme, et on la retrouve même en d'étranges phrases d'André Gide.

De retour à Madrid, le jeune Azana se fait journaliste, il crée une feuille éphémère intitulée *La Pluma (La Plume)*. Il y avait alors, en Espagne, deux partis républicains, le parti Radical et le parti Fédéraliste. Azana n'entra ni dans l'un ni dans l'autre ; il préféra rejoindre l'aile gauche des monarchistes et devint sous-secrétaire dans un ministère. Il se fit remarquer surtout par son activité à l'Athénée de Madrid. Cet établissement

[1] On prononce Azagna. — Nos lecteurs voudront bien noter que tout ceci était écrit avant le 18 juillet.

[2] On sait que tout Espagnol a en principe deux noms, celui de son père et celui de sa mère, accolés par la préposition *y*, en français *et*.

[3] En Espagne, toute école inférieure à l'Université est appelée collège, même s'il ne s'agit que d'un asile d'enfants.

est une sorte de club littéraire, où l'on se pique d'une tolérance universelle et où la tribune est ouverte à toutes les « idéologies ». En réalité, c'est actuellement et c'était déjà alors un nid à francs-maçons, athées et radicaux de toute nature. On y arborait le drapeau de la « libre-pensée. » Le grand critique espagnol Menendez y Pelayo a défini l'Athénée madrilène « le Blasphémoir national, » *El Blasfemero nacional*. Azana en fut le président durant plusieurs années. Quand la République fut proclamée, il en était le secrétaire. Il est à noter qu'en mai 1931, alors que les révolutionnaires méditaient leur agression généralisée contre les églises et les couvents, c'est de l'Athénée que partit la sommation faite à Maura, l'un des deux ministres catholiques du gouvernement provisoire, de quitter le ministère de l'Intérieur.

Azana a écrit des ouvrages que les critiques ont beaucoup vantés pour leur forme littéraire. Il a traduit de l'anglais l'ouvrage de George Borrow, *La Bible en Espagne*, en y ajoutant une longue Introduction. C'est surtout, comme il convient, dans ses œuvres personnelles que l'on peut chercher à découvrir ses propres idées. Trois de ces ouvrages nous révéleront principalement ce qu'il pense de la religion, de la révolution et de son but, de la démocratie et de la politique en général.

Ces trois ouvrages sont : 1° *Plumas y Palabras* (Plumes et Paroles), qui est un recueil d'articles parus dans *La Pluma* et autres périodiques, — 2° *La Corona*, un drame qui fut joué en 1931, quand il devint Premier Ministre, — 3° *El Jardin de los Frailes* (Le Jardin des Frères).

Ce dernier livre est une autobiographie [1], où l'auteur se raconte avec détail. Il passe rapidement sur sa jeunesse à Alcala, car il garde une certaine honte de son enfance pieuse. Ce ne fut qu'à l'Escurial qu'il commença à rêver, à « découvrir sa personnalité, » à s'affranchir de « toutes les inhibitions. » Ces rêves, il les faisait, étendu sur le dos, dans le jardin des Frères, célèbre dans toute l'Espagne pour sa beauté, ou encore accoudé à la fenêtre de sa chambre, en contemplation devant les montagnes et se demandant si « la force qui était en lui » ne serait pas capable de dominer les montagnes elles-mêmes !

« Je ne suis pas homme de lettres, encore moins critique littéraire, déclare ici M. Owen Mac-Guire, auteur de l'article que nous analysons ou traduisons, mais, depuis plus de cinquante ans, de tous les nombreux livres que j'ai lus, *Le Jardin des Frères* est le plus étrange. Il est unique. C'est avant tout une apologie pour son apostasie, et cette dernière est fondée sur l'affirmation que « l'esprit qui était en lui » ne pouvait se soumettre à aucune contrainte, à aucune discipline ou « inhibition » d'aucune sorte. »

C'est ici que nous rencontrons, en Azana, ce qui est le trait commun de tous les adversaires du christianisme dans les temps modernes, ce qui oppose le communisme au christianisme. Azana n'est pourtant pas communiste, mais il sympathise avec le communisme, il est conduit tout droit au communisme, qu'il le veuille ou non. Et il y est conduit, comme tous les autres incroyants de notre époque, par ce qui reste de chrétien en lui après le reniement total du christianisme, c'est-à-dire *la foi en un paradis ouvert à tous les hommes*.

Ce qui le dresse contre le christianisme, c'est qu'il veut ce Paradis tout de suite et sur cette terre, qu'il se refuse à admettre une épreuve préliminaire à un Paradis éternel, au ciel. Il est « d'en bas », comme nous disions. Il l'est passionnément, éperdument, follement, aveuglément. La religion du Christ lui apparaît par suite comme un affreux système d'esclavage. Il lui a donc voué une haine sauvage. Les Frères et le Clergé qui propagent cet esclavage ne méritent pas une haine moindre. A l'entendre, « l'esprit humain a été en esclavage pendant deux mille ans ! » Le christianisme n'est qu'un système de « lâcheté fondé sur la peur » ; les chrétiens ne pratiquent l'Evangile que sous la contrainte de la « frousse ». Cette idée revient à tout bout de champ dans les livres d'Azana ; c'est son leitmotiv, une véritable obsession.

Il est remarquable que l'auteur ne reproche pas au clergé de son pays des écarts de conduite, un relâchement dans les mœurs, comme cela a été fait, calomnieusement, en certains pays de langue anglaise. Tout au contraire, il déclare à ses amis libres-penseurs que ce clergé observe en général rigoureusement les règles que l'Eglise lui impose et notamment celle du célibat. Mais voici comment il explique ce phénomène incroyable à ses amis : « Vous ne pouvez les juger selon vos normes à vous. Ils vivent courbés sous la crainte d'un châtiment éternel, qui n'est pour vous qu'une superstition, mais pour eux une réalité. » Il ne veut pas voir d'autre motif à la discipline chrétienne que celui-là. Le chrétien, pour lui, est un être tyrannisé. Il affirme avoir vécu lui-même dans de tels sentiments et n'avoir été affranchi que du jour où il comprit que tout cela n'était qu'illusion superstitieuse. Alors seulement il lui fut possible de « laisser la bride sur le cou à la force qui était en lui. »

Mais comment est-il arrivé à la conviction libératrice que la crainte des jugements divins n'était que superstition ? Voilà bien le nœud de la question. Or, c'est sur ce point que notre auteur n'a jamais daigné s'expliquer. La découverte qu'il a faite est un coup d'Etat, de sa part. Le jour où il a décidé de désarmer Dieu, Dieu s'est trouvé désarmé. Ce n'était pas plus malin que cela. *Dixit et factum est !* Azana a prononcé qu'il n'y avait pas de jugement, qu'il n'y avait ni ciel ni enfer.

[1] Azana est du reste incapable d'écrire autre chose que des fragments autobiographiques. Son drame de *La Couronne* a pour héros Lorenzo, mais Lorenzo n'est autre qu'Azana en personne. Il écrirait cent pièces de théâtre, que le héros en serait toujours Azana. C'est chez lui congénital.

Son maître, Renan, l'avait prononcé avant lui, non sans exprimer un doute sur la bienfaisance sociale de l'opération. « Avons-nous bien fait ? Avons-nous mal fait ? disait-il. Une chose est sûre, c'est que la chose est faite ! Et il n'y a plus à y revenir ! » Telle est la force de l'argumentation de ces messieurs. Nous disions tout à l'heure : « opium du peuple ». Avions-nous tort ? Il était réservé au rationalisme de nier ou d'affirmer sans raisons ! C'est l'ironie des choses qui l'exige ! Vous ne trouverez pas, dans les œuvres d'Azana, un seul argument pour démontrer, par la voie du raisonnement, que le christianisme est faux ou pour faire voir, par l'histoire, que son expansion a fait rétrograder l'humanité pendant deux mille ans. En fait d'arguments, il n'a que ses expériences personnelles, ses intuitions intimes, ses besoins individuels. Il ne le cache pas. Les Frères lui avaient déjà fait observer son défaut dominant ; ils l'avaient averti d'un certain « petit démon de l'orgueil » qu'il portait en lui-même et qui le perdrait, s'il n'arrivait à le vaincre. Mais le vaincre ! il n'en avait pas la moindre intention. Une fois, à Alcala, il assista à un sermon donné par un Père jésuite. Il lui sembla que, pendant tout le sermon, le prédicateur avait le doigt levé sur lui. A son retour à la maison, il se jeta sur son lit et pleura amèrement. Mais il n'eut jamais le désir sincère de chasser de son cœur « le petit démon ». Il en vint même assez vite à l'admirer et à l'aimer ! Le jour où il lui laissa le champ libre, il se sentit libéré. Il n'était plus esclave.

Il raconte aussi comment il brisa le dernier lien « de l'esclavage de la peur. » C'était au lit de mort d'un condisciple. Le supérieur de la maison avait convoqué les élèves autour du moribond et récitait les prières des agonisants. Les derniers mots *in vitam æternam* tombèrent comme un charbon brûlant sur le petit démon qu'il portait en lui. « La vie éternelle ! Cela veut dire que j'ai à craindre un châtiment éternel ! Quelle superstition ! Quel esclavage de la peur ! » Et ce fut tout ! Pas d'autre preuve.

Une simple intuition, une illumination au dedans, un décret-loi intime ! Et cela suffit. Ainsi l'homme devient libre ! Comme c'est facile, élégant, décisif ! On ne comprend pas vraiment qu'une philosophie, une conviction si bien fondée ne ravisse pas de joie tous les humains et qu'il reste encore des attardés, comme les chrétiens, pour qui des faits d'histoire comme ceux de la vie de Jésus, les miracles, la résurrection, les témoignages des apôtres, sont des preuves indestructibles, des « grains de sable » contre lesquels une montagne de raisonnements ne saurait prévaloir, à plus forte raison une avalanche de dénégations sans preuves.

Quand les élèves furent sortis de la chambre du mourant, le supérieur leur dit qu'il serait bien pour eux de faire la sainte communion le jour suivant pour leur camarade décédé. — « *No me confieso mas.* Je ne me confesse plus, » répliqua Azana !

Il n'a pas davantage de preuves pour établir que l'Europe a été asservie par la crainte et la lâcheté, depuis qu'elle s'est convertie au christianisme. Le petit démon qui est en lui suffit à le lui affirmer, à l'en rendre certain.

A ce propos, nous ferons une importante remarque : en Espagne, comme dans les autres pays latins, les écrivains incroyants se divisent en deux classes : il y a ceux pour qui l'athéisme a pris la forme d'une haine aveugle et sectaire de l'Eglise catholique et qui ne rêvent que sa destruction par tous les moyens, — et il y a ceux qui, ayant perdu la foi, ou étant nés dans l'athéisme, constatent et reconnaissent volontiers que l'Eglise a sauvé dans le monde la civilisation, qu'elle a maintenu tout au moins la tradition gréco-romaine. C'est le cas, en France, de Taine, de Fustel de Coulanges et de tant d'autres nobles écrivains. C'est le cas en Espagne d'écrivains éminents tels que Gasset y Ortega, Melchiadez Alvarez et Miguel Unamuno. Pour ce dernier, qui est recteur de l'Université de Salamanque, la chose est si frappante que, rendant compte de son livre *La Tradition gréco-romaine*, un périodique catholique américain en reproduisait un chapitre entier, en l'attribuant à « un distingué catholique espagnol. »

Mais Azana appartient, lui, à la première de ces deux classes. Il estime que « toute révolution est une insurrection contre la tradition. » Il cite, une fois, une page de Taine disant à peu près ceci : Les morts ont leurs droits dans la société aussi bien que les vivants et nous ne sommes leurs héritiers qu'à la condition de remplir leurs dernières volontés et leur testament. A quoi il répond, non sans indignation : « La tradition est chose sacrée ! Mais l'idéal révolutionnaire est exactement une insurrection contre l'histoire et particulièrement contre tous les compromis, liens et préjugés qui ont conspiré, en Europe, pour étrangler *la spontanéité de la vie humaine* (souligné par Azana lui-même) pendant deux mille ans. »

Cette définition de la révolution revient sans cesse sous sa plume avant le changement de régime et dans ses discours depuis lors. Il tire de là toute la conception de la tâche d'homme d'Etat qu'il s'est assignée. Il ne faut pas voir en lui un libéral ou un démocrate, à la manière de tant d'autres. Il méprise la démocratie et le libéralisme, comme choses appartenant aussi au passé. Un exemple de ce libéralisme était Lerroux. Mais comme Lerroux proclamait que les Républicains ne devaient apporter dans la nouvelle République que ce que les suffrages d'une masse neutre y avaient introduit, et qu'il fallait consolider le régime en prouvant à ces électeurs neutres que la République était un régime de liberté et d'égalité des droits pour tous, en sorte que tout Espagnol devait être sûr de pouvoir vivre en liberté dans le pays en observant la Loi, Azana lui répliqua : « Accordons que nous avons obtenu la République par de tels votes. Mais il n'y aurait jamais eu de

République si, derrière le mouvement, il n'y avait eu de spécifiques révolutionnaires avec un idéal nouveau. Et c'est cet idéal que nous avons à réaliser, avant qu'il y ait une Espagne libre! La Révolution est toujours en marche. Peu importe que ceux qui s'opposent à cet idéal soient la minorité ou la majorité... Ils doivent être abattus ou bien ils nous abattront ! »

Cela revenait à dire : — L'Espagne libre, c'est Azana, rien de plus, rien de moins !

Dans ces conditions, on a le droit d'être surpris qu'il ait accepté d'être porté à la Présidence de la République. Il semble qu'il ait commis là un accroc à ses convictions révolutionnaires ; car le poste qu'il vient d'accepter est bien un poste d'honneur, avec une liste civile imposante et une vie de grand luxe, mais ce n'est pas un poste de combat. L'apôtre de la Révolution comprend-il que l'on ne se bat que pour entrer au paradis, et que, la vie étant courte, il faut savoir se mettre « à l'engrais, » — car c'est cela le paradis pour lui et ses semblables, — quand la porte s'ouvre pour chacun de nous ? C'est possible. En ce cas, il faut reconnaître qu'il a renié du christianisme jusqu'au dévouement pour une cause que l'on aime, jusqu'à l'idée d'apostolat militant.

Mais il est possible également qu'il compte transformer la Présidence, en y entrant. Il est possible qu'au lieu d'y voir une solennelle sinécure, il ait l'intention d'exercer de là une action décisive sur le pays tout entier en activant ce qui, pour lui, est la tâche essentielle : la prise de possession de tous les leviers de commande, ce qu'il nomme la « réforme » de l'armée, de la Garde Civile ou Police, de l'Administration générale, des Cours de Justice. en mettant partout ses créatures.

Il n'ignore pas, en outre, qu'il appartient au Président de choisir le moment favorable pour « faire les élections », selon l'expression espagnole si juste et si éloquente !

Il est sûr que l'Espagne avait besoin de *réforme* dans le domaine social, économique et religieux. Les partis au pouvoir, depuis cinquante ans, n'ont pas su la faire, ou du moins pas assez à fond. Et maintenant c'est Azana qui assume cette tâche laissée en suspens. On devine dans quel sens il va la faire. Les partis « modérés », dont Abel Bonnard a décrit avec tant de verve et de sévérité l'inconstance et l'illogisme, doivent subir le châtiment de leurs hésitations velléitaires, de leurs égoïsmes conservateurs, dans le domaine social surtout. Si les papes avaient été écoutés par les grands patrons catholiques dès le principe, nous n'en serions pas où nous en sommes. Toutes les fautes se paient et c'est justice. C'est pourquoi nous reproduisons, textuellement, la fin du « papier » que nous résumons, afin d'en laisser à son auteur la pleine responsabilité :

« En un sens, dit-il, la Révolution (en Espagne) a été un bienfait déguisé. Elle a réveillé les catholiques, laïques et clercs, de leur apathie et de leur inertie et ils ont commencé à faire bien des choses qu'ils auraient dû faire depuis deux ou trois générations. Elle a également détruit l'ancien système corrompu de gouvernement de coterie qui reposait sur des compétitions locales et elle a donné aux masses populaires ce qu'elles n'avaient jamais possédé jusque-là : la conscience politique et un actif intérêt pour les matières gouvernementales. Si l'Eglise d'Espagne jouissait maintenant de sa liberté d'action, l'issue ne serait pas douteuse. Mais pour l'avenir immédiat, le « si » est d'une force redoutable. Je ne crois pas pourtant qu'il y ait un danger immédiat pour l'Espagne de passer à un régime soviétique. Il y a beaucoup de gens dans le pays qui combattraient jusqu'à la mort pour éviter l'établissement d'une « Fédération des Républiques soviétiques, » — ce que poursuit Largo Caballero, — mais qui ne sont pas disposés à faire des sacrifices pour leur religion. Il ne servirait de rien de fermer les yeux sur le fait que cela tient à ce que la masse du peuple a été mal instruite de sa religion. De là vient que non seulement ceux que l'on nomme les « travailleurs » ont été captés par les socialistes, mais que le socialisme a aussi, dans une très considérable proportion, atteint les rangs des salariés « à faux-col ». Les dernières élections prouvent d'autre part avec évidence ce que j'écrivais, ailleurs, il y a trois ans et demi, à savoir, que les femmes espagnoles voteront avec les hommes de leur classe. Ce sont les suffrages des socialistes qui ont donné, aux Cortès en 1931, le droit de vote aux femmes. Ce fut l'unique question sur laquelle socialistes et catholiques se montrèrent unis. A cette époque le nombre des députés catholiques aux Cortès n'était que de 60 sur un total de 473. Les socialistes étaient convaincus que le suffrage féminin accroîtrait leur pouvoir et les événements ont prouvé qu'ils avaient calculé juste. Parce qu'elles sont plus aisément influencées par l'émotion et le sentiment que par la raison, les femmes sont exposées à être plus radicales que les hommes. Il y a de ce fait une abondante démonstration dans un autre « pays catholique ». Ce fut un groupe de femmes qui fonda, à Dublin, l'association des « Amis de la Russie des Soviets » et qui y domine encore. J'ai essayé d'étudier les chiffres officiels des élections de février dernier en Espagne. Il y a 58 circonscriptions. Le nombre des hommes et celui des femmes sont donnés séparément sur les registres. Dans 52 sur 58 circonscriptions les femmes l'emportent sur les hommes. Et pourtant le *New-York Times* suggère que tous les succès remportés par le parti de Gil Robles ont été dus aux votes des femmes ! »

Là notre article s'arrête brusquement. Nous supposons que M. Mac-Guire a voulu laisser entendre que le *New-York Times* se trompe, que les femmes ont voté comme les hommes. En fait, tous les renseignements qui nous sont venus d'Espagne montrent que les femmes ont été, dans les milieux populaires, aussi à gauche sinon plus que les hommes, tandis que, dans les milieux catholiques, elles se montraient plus traditionnalistes que ces derniers. Comme la France est à la veille de « jouir », elle aussi, du suffrage féminin, nous pouvons prévoir ce qui va se produire. Les femmes françaises seront à la fois plus à droite et plus à gauche que les hommes ; elles iront généralement aux extrêmes. Elles comprennent mal les positions intermédiaires ; elles sont par nature « tout-ou-riennistes », comme dirait Tristan Bernard.

De tout ce qui précède, il nous appartient de conclure : le problème de demain pour le clergé, c'est d'appliquer, du moins de préconiser inlassablement le programme social des Encycliques *Rerum novarum* et *Quadragesimo anno*, et par conséquent de former des « équipes sociales » qui sauront s'inspirer de ce programme et le porter aux masses populaires. Mais ce qui importe cent fois plus encore, c'est de vivre profondément en nous-mêmes l'Evangile du Christ et de le donner inlassablement aux âmes. La société humaine demeurera troublée, inquiète, incertaine, jusqu'à ce qu'elle ait retrouvé le Christ, unique Sauveur des individus et de la civilisation tout entière.

Pour le moment, sous l'égide du président Azana, se poursuit en Espagne un travail de démoralisation et de déchristianisation que l'on ne saurait assez déplorer. Le leader catholique, Gil Robles, en a dressé le funèbre bilan dans un discours retentissant aux Cortès, le 16 juin dernier : « Jamais, a-t-il dit, la situation n'a été aussi anormale. Depuis le 16 février, 160 églises ont été complètement incendiées, 269 personnes ont été tuées et 1.287 blessées, dans des conflits politiques et sociaux. Il y a eu 217 agressions, 113 grèves générales, 218 grèves partielles. Dix rédactions de journaux ont été incendiées... »

A l'homme d'Etat qui ne réprouverait pas de toute son énergie de tels événements, nous serions en droit de demander quelle différence il établit entre l'ordre et l'anarchie, entre l'état sauvage et l'état civilisé, entre la barbarie et la paix sociale.

III

Pendant que la France et l'Espagne se débattent parmi les inextricables difficultés que les optimistes baptisent « la création d'un ordre nouveau », l'Italie, qui a passé par des épreuves semblables en 1922 et qui les a surmontées, est en train de jouir de son triomphe. On commence à apprécier à sa valeur la victoire remportée en Abyssinie par le régime mussolinien. Il ne s'agit plus de discuter sur le droit, on s'efforce d'évaluer *le fait*. Ce qui est sûr, c'est que l'Italie tient l'Ethiopie entière, que le roi d'Italie a pris le titre d'empereur, que l'organisation de la conquête est commencée et se poursuit à un rythme accéléré.

Et déjà les experts militaires étudient les opérations qui ont marqué la campagne abyssine. On avait beaucoup dit que le « morceau était trop gros », que l'Italie ne pourrait arriver en une saison à son but, que les pluies, survenant avant la fin de la campagne, en détruiraient tous les avantages, etc., etc. Une fois de plus, les prévisions des gens « bien informés » ont été démenties par les événements. M. Henry Bidou résume, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juin, l'histoire de la *Conquête de l'Ethiopie*. Il le fait de la façon la plus objective, en s'abstenant de tout commentaire.

« Le conflit commencé le 17 janvier 1934 par l'attaque du consulat italien a Gondar, écrit-il, s'est terminé, le 9 mai 1936, par la proclamation de Victor-Emmanuel III empereur d'Ethiopie. On a vu une grande armée avec son matériel, à 5 000 kilomètres de sa base, se déployer, artillerie, tanks, avions, sur des plateaux, hauts de deux mille mètres, de basaltes déchiquetés. On a vu plusieurs centaines de mille hommes vivre, se ravitailler, combattre, avancer de 600 kilomètres dans ces solitudes, où la route avançait avec eux. On a vu un pays deux fois grand comme la France et peuplé de dix millions d'hommes conquis en quelques mois d'une campagne semée de victoires. Comment faut-il se peindre la suite de ces événements ? »

M. Henry Bidou remonte aux origines de la colonisation italienne en cette région de l'Afrique. Il rappelle qu'elle fut le contre-coup de l'installation de la France en Tunisie. Il y avait douze ans qu'une Compagnie de navigation italienne possédait la baie d'Assab, quand le gouvernement la lui racheta, en 1881. A cette époque, les Anglais avaient à combattre les Derviches au Soudan. Les Italiens étaient donc les bienvenus sur la Mer Rouge pour interdire aux Derviches l'accès des ports.

En 1885, l'Italie occupe Massaoua, évacué par les Egyptiens. Pourtant l'opinion italienne hésite. On arrivait aux abords du bastion montagneux de l'Abyssinie. Allait-on s'engager dans des luttes dont nul ne pouvait prévoir l'issue, contre des peuplades barbares mais très belliqueuses et guerrières ? Le gouvernement passa outre aux objections. En 1890, la région conquise fut baptisée l'Erythrée. Crispi était au pouvoir. C'était un homme aux vastes ambitions ; il rêvait déjà d'un Empire éthiopien, dont le roi d'Italie porterait la couronne. Mais il espérait aboutir à un traité de protectorat. Il se trompait ; le texte signé à Ucciali fut interprété en sens différents par l'Italie et par l'Abyssinie. On sait la suite. Les Italiens furent vaincus à Adoua, le 1er mars 1896 ; ce fut un vrai désastre, qui attendit quarante ans sa vengeance.

« Il n'y eut jamais de réconciliation. L'Ethiopie célébrait chaque année l'anniversaire d'Adoua comme une fête nationale. En vain un traité de délimitation fut-il signé le 16 mai 1908, un traité d'amitié et d'arbitrage le 2 août 1928 ; en vain l'Italie prétendait-elle s'intéresser uniquement aux questions commerciales. L'Ethiopie lui reprochait de n'avoir pas tenu sa promesse de lui ouvrir un port libre à Assab. Les Italiens, de leur côté, accusaient les Ethiopiens d'avoir en 1910 fortifié la frontière de Somalie à Dolo. L'admission en Ethiopie des Japonais, qui y reçurent en 1933 d'importantes concessions, alarma d'autant plus les Italiens que, sous l'influence des jaunes, un vif mouvement xénophobe se manifesta contre les blancs. »

A partir de ce temps, l'Abyssinie réorganisait son armée, prenait des instructeurs européens, faisait des achats de matériel. Les Italiens voyaient s'opérer sous leurs yeux une transformation redoutable pour leur propre sécurité. Il leur fallait prendre les devants ou s'exposer, un jour ou l'autre, à être jetés à la mer.

Mussolini faisait son calcul. On estimait que les Ethiopiens pourraient mettre sous les armes

500.000 hommes, avec 5 à 600.000 fusils, 250 mitrailleuses, 180 canons, 5 autos blindées et quelques avions de types divers. Un ancien gouverneur de Somalie, C. Zoli, avait, dès 1932, souligné le péril, en des articles retentissants de la *Tribuna*. Joignez à cela les raisons que l'*Ami* a déjà exposées lors du déclanchement du conflit, et notamment le besoin urgent de colonisation pour un pays surpeuplé comme l'Italie. Il fallait ou renoncer à la politique de natalité ou trouver des débouchés pour nourrir un peuple en voie de croissance continue et rapide. Aux préparatifs éthiopiens correspondirent donc des contre-préparatifs italiens, dès 1934.

« La difficulté de l'opération faisait douter beaucoup d'incrédules. Cependant, la résolution de M. Mussolini était prise. Il a été l'instigateur, l'auteur, l'animateur de l'entreprise... Quel était l'ampleur de son dessein ? Il est difficile de le dire ; mais, à la grandeur des préparatifs, il semble bien qu'il ait été résolu de bonne heure à une conquête de grande envergure. »

Nous ne suivrons pas M. Bidou dans les nombreux et minutieux détails qu'il donne sur le recrutement de l'armée expéditionnaire. Il fallut évidemment une grande puissance de volonté, un vrai génie d'organisation pour mettre sur pied une telle entreprise. Mussolini pourvut à tout. Il eut soin surtout de montrer à tous que le départ pour l'Ethiopie ne l'empêcherait nullement de jouer son rôle en Europe. En mai 1935, l'Italie eut jusqu'à 900.000 hommes sous les armes. Les transports de troupes en Erythrée d'une part, en Somalie d'autre part, avaient commencé dès le début de mars 1935. Le général de Bono était chargé de la direction des opérations [1]. « C'était un homme de 67 ans, un type de vieil officier garibaldien, partisan fanatique d'une restauration de l'empire romain et solide soldat. »

Sous ses ordres, le général Graziani recevait la direction des opérations sur le front sud, celui de Somalie. Il n'avait que 49 ans. Son premier titre de gloire avait été la conquête de la Libye, en 1911-1912.

En juin 1935, le commandement italien faisait paraître une nouvelle édition du *Règlement pour la conduite des grandes unités*. Les principes exposés dans ce document sont ceux-là mêmes que le général Visconti Prasca a introduits dans son ouvrage *La Guerre décisive*. C'est un retour à la théorie, un instant battue en brèche, de l'offensive à outrance. Mais on y recommande avec force « la liaison étroite des opérations avec la logistique ». Ce dernier terme désigne en Italie ce que nous appelons « les services ». C'est ce qui fait comprendre le souci montré continuellement, au cours de la campagne, de faire suivre les bonds en avant d'une réorganisation des bases nouvelles de départ. Les services ne peuvent pas aller aussi vite que les vagues d'assaut ; il faut donc les attendre après chaque avance ; sans quoi, on risque de tout compromettre.

C'est sur ces bases que fut entamée la campagne.

Elle s'ouvrit le 3 octobre 1935. Un communiqué du 4 disait :

« Hier, à cinq heures du matin, les divisions de l'armée, les divisions de chemises noires et les divisions indigènes ont... franchi la frontière entre Bar-Rakib et Méghec. Ayant refoulé des éléments de couverture ennemis... les colonnes italiennes se sont avancées à travers un terrain âpre et difficile, jusqu'à une ligne située à 20 kilomètres environ de la frontière. La résistance des forces éthiopiennes a été peu importante... »

Effectivement, les Abyssins n'étaient pas prêts. Ils avaient compté sur la résistance du sol et ils attendaient les agresseurs sur les hauts plateaux. Les Italiens s'avançaient donc, avec peu de résistance, sur un front de trois corps d'armée. Cette avance se fit en deux bonds. Le premier, du 3 au 6 octobre, amena le Ier corps à Adigrat, le corps indigène à Entiscio, le IIe corps à Adoua. La prise de cette dernière ville suscita le plus vif enthousiasme. « Après quarante ans, écrivait la *Gazetta del Popolo*, les trois couleurs flottent sur Adoua. Les morts sont tous debout ! Ils les saluent en présentant les armes comme ils présentèrent les armes avant de tomber ! »

A la suite de ce premier bond, il fallut un arrêt d'un mois, pour attendre les services. Il était en effet indispensable de vider les premiers magasins, pour en amener les approvisionnements sur la ligne nouvelle, où de nouveaux entrepôts étaient construits. La route suivait l'avance [1].

Donc, au bout d'un mois d'arrêt, tout est prêt pour le deuxième bond. Il commence le 3 novembre, sous une pluie battante, bien que l'on fût dans la saison sèche. On fit le premier jour 40 kil., le second 30. L'aviation fit savoir, le 7, que le vieux fort de Makallé semblait évacué. Le 8, cette ville était occupée par le Ier corps et le corps indigène, tandis que le IIe corps, à droite, occupait les gués du fleuve Tacazzé.

Jusqu'ici, résistance abyssine à peu près nulle. Mais maintenant les combats proprement dits vont commencer. L'armée abyssine avait encore

[1] C'était un des fondateurs de la colonie italienne sur la mer Rouge. En 1887, il combattait en Erythrée comme lieutenant de bersaglieri. Pendant la Grande Guerre, il avait été chef d'Etat-Major du IIe Corps et commandant du IIIe. Il s'était, dès la première heure, rallié au fascisme et avait été l'un des quadrumvirs qui commandaient les légions au moment de la marche sur Rome. Il avait été ensuite gouverneur de la Tripolitaine.

[1] On ne saurait se faire une idée du travail gigantesque à réaliser en peu de temps. Il est vrai que Mussolini avait prevu l'envoi de milliers d'ouvriers en même temps que des soldats. Quelques chiffres seulement, dans le nombre de ceux que fournit M. Bidou :
« Il fallut pour ces transports, dit-il, 2.500 voyages de camions, chaque voyage étant de 180 kilomètres, couverts en deux ou trois journées à la vitesse moyenne de 15 kil. La consommation par jour de carburant était de 150 tonnes. Le nombre des véhicules, de plus de 1.100. Et les transports automobiles ne suffisant pas, on réunit à Adigrat 4.000 mulets, 2.600 chameaux et 1.600 ânes. Tel est l'usinage d'une campagne moderne. »

en grande partie une organisation féodale, en ce sens que chaque *ras* ou chef recrute ses troupes, se met à leur tête et les conduit au combat. L'armée du nord était commandée pas le ras Seyoum, prince du Tigré; sans opposer à l'avance italienne de contre-attaque vigoureuse, il l'avait gênée de son mieux. Les Italiens estimaient avoir réduit ses effectifs de 20.000 à 5.000 hommes. Il s'était retiré au sud d'Adoua, dans la province du Tambien. A son secours était accourue l'armée du ras Kassa. Pendant ce temps, le gros des forces abyssines était seulement en voie de rassemblement, autour d'Addis Abeba. Les guerriers des provinces du sud et de l'ouest arrivaient par détachements, avec leurs femmes et leurs enfants, envoyés par les gouverneurs. Le Négus les accueillait, les organisait, se préparait à une intervention décisive dans la région de Dessié. La principale force des Ethiopiens était leur bravoure; mais leur faiblesse était leur ignorance des armes modernes.

La contre-attaque ne devint sérieuse qu'en novembre.

Au cours de leur deuxième bond, l'avance des Italiens avait été si rapide qu'ils n'avaient pu opérer le nettoyage complet des territoires laissés derrière eux. La nature même de ces territoires facilite prodigieusement les embuscades ; ce sont des pays tourmentés, découpés, avec de hauts plateaux et des vallées profondes et propices aux embuscades. Justement les bandes du ras Seyoum s'étaient infiltrées de la sorte sur les flancs et les derrières des troupes italiennes. Dans la *Gazetta del Popolo* du 20 novembre, le fait était constaté ouvertement : « Au milieu des informations contradictoires qui donnaient pour certaine la présence de 15.000 Abyssins dans le Tembien et celles qui estimaient cette région évacuée par les forces ennemies, y lisait-on, une chose est certaine : c'est que de forts détachements se dissimulent dans les montagnes, sur les ambas et dans les bois, pour harceler le flanc droit du corps indigène. » Il semblait certain d'autre part que les deux fils du ras Kassa arrivaient de Socota, par l'Avergallé, pour passer le Gheva et donner la main aux guerriers du Tembien. Une menace précise se dessinait : l'ennemi s'enfonçait comme un coin entre le corps indigène italien et le II^e^ corps, formant la droite.

Ajoutez à cela l'absence de route, surtout dans le secteur du corps indigène, où le commandant en chef, général Biroli, n'avait pu suivre ses troupes qu'à dos de mulet, tandis que ses équipages, camions et artillerie, empruntaient les routes du secteur du I^er^ corps.

Il était donc nécessaire d'opérer un nettoyage en règle. Deux colonnes furent formées dans ce but, l'une partant de Makallé, l'autre d'Hauzien. Il n'y eut, du reste, que d'insignifiantes escarmouches.

Mais le ras Seyoum tentait, dans le même temps, de tourner la droite italienne, qui se trouvait sur le Tacazzé et n'était protégée par rien, à l'ouest. Et un corps évalué à 20.000 combattants, sous les ordres du ras Immrù, esquissait de ce côté un mouvement tournant.

La situation était délicate. C'est à ce moment que se produisit le changement de commandement. Pour des raisons ignorées, le maréchal de Bono fut remplacé par le maréchal Badoglio, dont le premier communiqué est du 30 novembre. Badoglio avait 64 ans. Il avait combattu dans sa jeunesse en Ethiopie et en Libye. Pendant la guerre, il avait rempli d'importantes fonctions au Grand-Quartier. Après la guerre, il était devenu chef d'Etat-major-général, ambassadeur au Brésil, maréchal en 1926, gouverneur de Libye, enfin commandant en chef désigné pour une guerre future de toutes les forces italiennes. Sa venue en Ethiopie donnait la mesure de l'importance de l'entreprise en cours.

Les Ethiopiens prirent l'offensive le 15 décembre, sur le Tacazzé. Ils réussirent à envelopper une partie de l'aile droite italienne, qui dut se frayer un passage à l'arme blanche, mais reprit aussitôt la contre-attaque, le 17, encerclant à son tour l'adversaire. De ce côté donc, l'attaque abyssine s'acheva sur un échec.

Au centre, les Ethiopiens ne furent pas plus heureux. Ils attaquèrent, le 20, au sud d'Abbi-Addi, capitale du Tembien, et furent repoussés avec pertes. Deux jours plus tard, ils revenaient à la charge. Attaquant à la fois par la droite et la gauche, ils mirent un instant les Italiens en situation difficile. Mais cette fois encore, ceux-ci réussirent à se dégager et à envelopper à leur tour l'ennemi. L'artillerie put entrer en action, l'aviation secondait la contre-attaque, un combat à l'arme blanche acheva de mettre en déroute les Abyssins, qui s'accrochaient désespérément à chaque roche.

Au début de janvier, Badoglio avait devant lui : en face d'Abbi-Addi, l'armée du ras Kassa, commandée par ses deux fils aînés ; — sur sa gauche, les débris de l'armée du ras Seyoum et des éléments du Choa, commandés par le troisième fils du ras Kassa ; — plus à gauche encore, devant Makallé, l'armée du ras Mulughietà, ministre de la guerre. Le plan éthiopien est d'attaquer au centre, vers Abbi-Addi, et de tâcher d'isoler la gauche italienne, que le ras Mulughietà attaquerait de front, vers Makallé.

Le maréchal Badoglio résolut de prévenir ces attaques. Son front était renforcé d'un corps, le III^e^, qu'il avait placé au sud-ouest de Makallé, entre le I^er^ corps et le corps indigène. Devant le front des troupes se creusait la vallée abrupte du Gabat, prolongeant celle du Gheva, comme le Gheva prolonge celle du Tacazzé. La résistance éthiopienne se manifesta si adroitement dirigée que la présence d'instructeurs européens ne pouvait faire de doute. Malgré cela, les positions ennemies furent occupées le 21 janvier, sur la gauche. Restait la droite. Il y eut là des combats acharnés. Les Ethiopiens y perdirent 5.000 morts. Le 23 janvier, la victoire était complète. Elle a

reçu le nom de *première bataille du Tembien*. Le centre éthiopien fut ainsi mis hors de cause.

L'armée Mulughietà, forte de 80.000 hommes, arrêtait toujours la marche en avant, en face de Makallé. Et dans le Chiré, la droite italienne était encore menacée par le ras Immrù renforcé à environ 30.000 hommes. La bataille va donc maintenant se produire aux deux ailes.

Le maréchal Badoglio prit quinze jours d'intervalle, pour donner aux services le temps de s'aligner aux opérations. L'offensive reprit le 10 février. Ce fut le suprême effort. Il dura trois semaines, et il comprit trois batailles.

Sur la gauche italienne, en face de Makallé, se déroula la bataille dite *de l'Enderta*. C'est au cours de cette bataille que se produisit l'encerclement d'Amba-Aradam, massif redoutable, qui fut défendu avec rage par les Abyssins. L'artillerie et l'aviation, à 150 appareils, jouèrent là encore un rôle décisif. La bataille fut essentiellement une bataille de manœuvre stratégique. Les Italiens n'accusaient que 200 morts et 600 blessés, contre 5.000 morts et 15.000 blessés éthiopiens.

Cette victoire permettait aux troupes italiennes de se rejeter sur les débris des armées Kassa et Seyoum au centre, formant une trentaine de mille hommes. Cette *seconde bataille du Tembien*, commencée le 27 février, se terminait le 29 par une victoire complète, due cette fois encore à l'enveloppement des forces adverses.

Il ne restait plus qu'à mettre hors de cause le ras Immrù, sur la gauche éthiopienne. Il avait été renforcé et comptait environ 30.000 hommes. Badoglio, de son côté, avait aussi amené des renforts à son aile droite menacée : le IVe corps, concentré au nord est d'Axoum, vers Debri-Mariam. Une fois de plus, la manœuvre consista à prendre l'ennemi entre les pinces d'une puissante tenaille, le débordant sur ses deux flancs. Le 29 février, les deux pinces avançaient pour saisir l'adversaire. Les Ethiopiens contre attaquaient avec rage. Ils durent céder pourtant à l'artillerie supérieure des Italiens. Ils s'enfuirent sur le Tacazzé, pourchassés par l'aviation. Ce fut la *bataille du Chiré*, terminée le 3 mars.

Pour l'ensemble de ces opérations, de l'est à l'ouest, Badoglio avait mis en ligne environ 150.000 hommes, alignés — si le mot n'est pas excessif — sur un front brisé et tourmenté de 250 kilomètres.

Une semaine encore dut être consacrée au ravitaillement, à l'établissement des services. Puis le 10 mars, sept jours après la bataille du Chiré, la marche en avant commença sur toute la ligne. L'aviation volait maintenant en avant du front et éclairait la marche. Six appareils ennemis furent détruits, dont deux à Addis Abeba : perte irréparable pour les Ethiopiens. L'aviation italienne ne se bornait pas à étudier le terrain, à escorter les colonnes, à pourchasser l'adversaire ; elle se chargea encore de ravitailler la colonne de gauche, qui avait à traverser, par les plaines de Dankalie, à l'est, 150 kilomètres de pays désert et sans ressources. Vingt cinq appareils apportèrent aux troupes les munitions, les vivres, l'eau et le fourrage ; ce qui ne les empêchait pas de scruter le terrain, de découvrir les embuscades, de mitrailler les petits groupes ennemis qu'ils pouvaient repérer.

Pendant ce temps, à l'extrême droite, l'avance italienne rencontrait des obstacles d'un autre genre. Le IIe corps, franchissant le Tacazzé, longeait par l'ouest le formidable massif du Semien, encore inexploré et dont la plus haute cime culmine à 4.620 mètres, presque la hauteur du Mont-Blanc. Le IIIe corps, à sa gauche, progressait sur un terrain sablonneux où les automobiles ne pouvaient avancer. Les munitions furent portées à dos d'animaux, les vivres à dos de soldats : 2.000 hommes firent ainsi 36 kilomètres en deux jours, en portant chacun 30 kilos de plus que la charge réglementaire.

Mais voici une nouveauté plus intéressante. Pour la première fois à la guerre on vit une formation entièrement motorisée. Cette colonne était placée sous les ordres du général Starace. Partie d'Asmara, le 15 mars, elle comprenait le 3e régiment de bersaglieri, un bataillon de chemises noires, un groupe d'artillerie automobile, un groupe de motomitrailleuses, un escadron d'autos blindées, une compagnie du génie et des services, soit un total de 5.000 hommes et de 500 machines : masse organisée pour se mouvoir et vivre pendant un mois par ses propres moyens, force rapide et puissante. Elle parcourut 300 kilomètres en 12 jours, en territoire inconnu, et arriva à Gondar le 1er avril, chassant les débris de l'armée du ras Immrù, qui se dispersaient sans combat.

Les forces abyssines devaient pourtant essayer un suprême effort de résistance. Le Ier corps, qui, à la gauche italienne, s'avançait par la « route impériale, » dont on dira tout à l'heure la valeur réelle sous un titre prestigieux, rencontra le Négus en personne, à la tête de sa dernière armée de 40 à 60.000 hommes, dont la Garde armée à l'européenne. On supposait qu'il se bornerait à la défensive et chercherait à barrer, derrière de solides retranchements, la route de Dessié. Au contraire, il se porta en avant et attaqua l'envahisseur au nord du lac Ascianghi. C'était le geste du désespoir : à demi enveloppé sur ses deux flancs, il ne lui restait qu'à foncer sur le centre, pour tâcher d'effondrer la ligne adverse. Mais le maréchal Badoglio devina son dessein. Sur son ordre, le groupe menacé, Ier corps et corps érythréen, attendit le choc, la droite en échelon, au nord du torrent Mécan, dans un paysage presque alpin de chaînes et de vallons parallèles. La bataille commença le 31 mars, au matin. Les attaques abyssines, très violentes, se brisèrent contre les alpins du Ier corps. Deux autres offensives succédèrent, dans la même journée, aux assauts de la première heure. Sur tout le front, du mont Bohorà au mont Corbeta,

se déroulait une mêlée si étroite que l'artillerie devait suspendre son tir et se borner à la contre-batterie. A 17 heures, les Abyssins donnant des signes de lassitude, les alpins passèrent à la contre-attaque et rejetèrent l'ennemi sur Saefti. Ce fut le signal de la débâcle. Fauchés par les mitrailleuses, martelés par l'aviation, écrasés par l'artillerie, la baïonnette dans les reins, les Ethiopiens rejoignaient en déroute leurs positions de départ, laissant 7.000 morts sur le terrain. Le lendemain, ils eurent le courage de lancer une nouvelle attaque, rapidement maîtrisée par l'artillerie, mais qui n'était plus qu'une feinte pour couvrir leur retraite. Le 2, ce sont les Italiens qui entament la poursuite ; ils ne trouvent plus devant eux que des arrière gardes. Le 4 avril, la bataille *du lac Ascianghi* se termine en victoire décisive. La dernière armée du Négus est détruite, la campagne est virtuellement finie. La marche en avant peut reprendre sur tout le front, la gauche allant sur Dessié, la droite sur le lac Tana.

Jusqu'ici, il n'a été question que du front nord, le plus important des deux ; mais au sud, le général Graziani menait, lui aussi, la campagne de la façon la plus hardie et la plus heureuse.

Le terrain était pour lui plus défavorable encore que sur le front nord. Il avait devant lui une large bande de terrain bas, dont la pluie fait aussitôt un marécage mortel et infranchissable. Trois routes seulement s'offrent pour une avance vers l'intérieur du pays : à droite, celle de Harrar, — au centre, celle d'Addis-Abeba, — à gauche, celle de Dolo. Ces trois routes suivent des cours d'eau, le Fafan à droite, le Chébéli au centre, le Giuba à gauche. Après avoir traversé la plaine, en remontant ces fleuves, on arrive au plateau méridional du massif abyssin. Ce plateau est lui-même en surplomb sur un grand fossé central, — rupture géologique du massif basaltique abyssin, dont le fond est occupé par une série de lacs.

Trois colonnes s'engagent sur ces trois routes. Dès le début des opérations, la colonne de droite a occupé Ghergolubi (5 octobre), — celle du centre, Daguerrei (18 octobre), — celle de gauche, Dolo (premiers jours d'octobre). Au début de novembre, Graziani, poussant en avant ses deux colonnes de droite et du centre, atteint Gorrahei, considéré comme la clef de l'Ogadem. Des soumissions suivirent. Les Ethiopiens se repliaient sur Dagabour. Sur ce front, ils avaient, de l'ouest à l'est, les armées des ras Desta, Ghietaccino et Nasibu, ce dernier couvrant Harrar. Le commandement suprême était exercé par un aventurier turc, Wehib pacha.

Le ras Desta, avec 30.000 hommes, entreprit d'envelopper la gauche italienne, à Dolo. Mais il perdit du temps. Son attaque fut dépistée par l'aviation, qui mitrailla ses quatre colonnes et les contraignit à se dérober dans la broussaille. Mais Graziani n'était pas disposé à attendre les attaques de l'adversaire. La doctrine de l'offensive à outrance, admise par l'Etat-major italien, lui faisait un devoir d'attaquer à son tour et à fond.

Partant de la région de Dolo, le 12 janvier, il partagea son aile gauche en deux colonnes. L'une devait suivre le Ganalé Doria ; l'autre, plus à gauche, le Daoua Parma. Arrivée le 13 à Gogora, la colonne de droite se scinda encore en deux : une partie, formant flanc-garde, remonta le Ganalé Doria sur Bander ; l'autre, plus importante et complètement motorisée, piqua droit sur Negheli, qui était le quartier-général du ras Desta. Dès le soir du 13, elle rencontrait l'ennemi, le refoulait, reprenait la poursuite le 14, et lançait ses autos blindées contre l'adversaire en retraite. Pendant ce temps, la colonne de gauche remontait le Doua Parma et atteignait Galgallo, en livrant de durs combats. Le 15, les Abyssins, battus, se rendaient en partie. La première ligne du ras Desta était détruite. Il aurait pu se battre sur sa seconde ligne, à Negheli ; le cœur lui manqua, il s'enfuit, abandonnant sa radio, ses bagages, les insignes même de son commandement. Les Italiens trouvèrent dans ses bagages les papiers et décorations du lieutenant belge Frère, son conseiller technique. Cette *victoire de Neghelli* fut une des plus belles de la guerre. Le 19 janvier, Graziani se trouvait ainsi installé en vainqueur à 384 kilomètres de sa base de départ : Dolo. Il avait dépassé la zone marécageuse et rencontré le terrain élevé et sec. La guerre était résolue sur le front de Somalie. Les mois suivants furent occupés à organiser le pays conquis, à construire des routes, des aéroports à Neghelli et Gorrahei. Le 29 mars, il pouvait envoyer 33 avions bombarder Harrar, par une expédition de plus de 1000 kilomètres aller et retour.

Victorieux sur les deux fronts, les Italiens pouvaient attendre les propositions de l'ennemi. Ces propositions ne vinrent pas. Les plans de Laval et de Hoare avaient été repoussés avec mépris, en leur temps. Le Négus comptait toujours aveuglément sur la Société des nations. Le système sanctionniste lui semblait une promesse inviolable de l'Europe en sa faveur.

Le maréchal Badoglio, après sa belle victoire du lac Ascianghi, s'était borné à organiser le terrain conquis. Le Ier corps demeurait dans la région de Quoram, pour établir les communications. Le corps érythréen, partant le 9 avril, marcha sur Dessié, où il arriva le 15, ayant couvert 250 kilomètres en sept jours. Le 20 avril, l'Etat-major s'y installait. Badoglio avait constaté le merveilleux effet de sa colonne motorisée dans la bataille du Chiré. Il conçut un projet plus audacieux encore. Dès le 6 avril, il exposait son dessein et donnait ses ordres : concentrer à Dessié 1300 automobiles, du 20 au 22 avril. Le départ se ferait, pour Addis-Abeba, du 23 au 25, et l'on arriverait dans la capitale le 30. L'avance se ferait sur trois colonnes : deux colonnes érythréennes à pied et une colonne principale motorisée. Au to-

tal, 10.000 Italiens, 10.000 indigènes, 11 batteries, un escadron de chars rapides, 1.600 voitures automobiles. La marche à exécuter était de 400 kilomètres, soit de Paris à Clermont-Ferrand. On suivait la « route impériale ». Nous disions tout à l'heure que ce vocable ambitieux ne doit pas faire illusion. Cette « route impériale, a écrit le maréchal, est une mauvaise piste, comparable à un médiocre sentier, comme en tracent les charrettes, avec des pentes violentes et un rayon minuscule, escaladant des montagnes par des cols impraticables, dont l'un, le Termaber, est à 3.200 mètres, traversant sans ponts des fleuves encaissés ou noyés de marécages, le tout sous une pluie battante. »

Le départ eut lieu le 24 avril. On avait annoncé l'arrivée pour le 30, mais il fallut déchanter. Le 4 mai seulement, les voitures avaient franchi le Termaber. Le soir du même jour, les avant-gardes arrivaient en vue d'Addis-Abeba. On sait que le Négus s'enfuit le 2 mai, abandonnant sa capitale au pillage et à l'émeute. Les légations européennes étaient assiégées par des bandes furieuses de voleurs et de guerriers débandés. L'Italie était priée de faire diligence pour arriver au plus vite. Le 5 mai, à 16 heures, Badoglio entrait dans la cité. Il n'y avait plus de gouvernement éthiopien. Devant l'Europe déconcertée et muette, l'Italie se hâtait de proclamer le roi d'Italie empereur d'Abyssinie.

« Etonnante conclusion de cette étonnante campagne ! écrit M. Bidou. Dès la fin de décembre, 15.000 officiers, 300.000 hommes de troupes ont été transportés en Afrique, en 360 voyages, avec 60.000 ouvriers, 56.000 animaux de selle ou de bât, 10 000 voitures automobiles, 5 millions de quintaux de vivres, 11 millions de boîtes de conserves, 4 millions de bouteilles d'eau minérale, 8.000 appareils de radio, appareils optiques, téléphones, 500 unités sanitaires.

Manœuvrer cette masse énorme dans un pays sans ressources et sans routes semblait impossible. La chose n'a pu se faire que par cet accord extrêmement étroit des services et des opérations, sur lequel insiste le nouveau Règlement. Le génie a dû vaincre des difficultés incroyables, accrues par la rapidité des opérations. Sur le seul fleuve Gerrer, entre Gorrahei et Dagabour, seize ponts ont été jetés en quelques jours. Une armée d'ouvriers a doublé celle des soldats. Les autos de transport ont formé des colonnes de milliers de voitures. L'aviation joua un rôle important dans le ravitaillement en vivres, munitions, eau, matériel sanitaire.

On a vu le rôle capital de la manœuvre. Contre elle les Ethiopiens n'ont pas tenu. Partout ils se sont laissé cerner, prendre aux deux flancs, déborder. La situation tactique a toujours été ainsi préparée par une manœuvre stratégique de grand style. A la seconde bataille du Tembien, on a vu que le III^e^ corps s'était battu à fronts renversés, face aux bases italiennes. Inversement, les conceptions stratégiques, exécutées avec décision, ont toujours été servies par une tactique d'une extrême souplesse, adaptée au terrain et variant à la demande des circonstances : l'infanterie passant des formations diluées que veut le feu aux formations serrées que veut l'arme blanche, l'artillerie se portant parfois en première ligne et tirant de plein fouet.

Avant même que les armes fussent posées, la pacification avait commencé. La victoire avait été rendue plus facile par la soumission en masse des Abyssins. Aussitôt l'armée victorieuse entreprenait la transformation du pays. En sept mois, le Tigré est devenu méconnaissable. Le soldat se change en colon. C'est une campagne vraiment romaine. »

Pour donner une idée de l'enthousiasme national italien en face des résultats obtenus, nous citerons seulement quelques lignes que nous traduisons du *Bolletino della regia Università italiana per stranieri, Perugia,* du 18 mai 1936, an XIV du fascisme. Le passage est tiré des *Impressions romaines d'une étrangère,* dont l'auteur est une étudiante allemande, M^elle^ Ingeborg Alice Plappert. Elle a assisté, le 5 mai 1936, à la grande manifestation organisée à Rome en l'honneur de l'entrée à Addis-Abeba :

« Le Duce apparaît, écrit-elle. Qui pourrait imaginer ce qui se passe dans son âme en de tels instants ? Grandiose secret de l'histoire qui ne sera jamais deviné. Sûrement, ce sera une des heures les plus prédestinées de cette vie bénie par la providence divine. Il a vaincu contre *cinquante-deux Etats*, contre les hypocrisies, les haines, les préjugés, les prophéties, les honteuses machinations de l'univers presque entier, il a vaincu pour l'idée de Rome et pour la paix civilisatrice : *Pax romana.*

Pendant les premières phrases, la voix ne lui sort qu'à grand'peine de la gorge et cette commotion vibrante que l'on sent en lui nous remue tous, c'est le rayon de grâce avec lequel le destin baise ce front mâle et romain, dans le plus haut et le plus noble sens du terme. — « *Addis Abeba est à nous, l'Ethiopie est italienne !* » C'est la plus fière parole qui se puisse prononcer sur l'Italie de 1936, parce qu'elle affirme, dans la forme la plus simple, que Rome a surmonté tous les obstacles par lesquels un monde avili et aveuglé cherchait à barrer la route à la montée nouvelle, nécessaire, unanimement voulue, vers l'*Imperium.*

« *Vive l'Italie !* » crie Mussolini, et son cri d'amour sacré est repris par toute la population de la Cité. L'antique mère latine a une fois encore donné ses fils en un sacrifice serein. Maintenant, après avoir fécondé la terre conquise de leur sang, ils peuvent semer, ils peuvent construire des routes, des ponts et des villes, des forums, des stades et des aqueducs. Du Vittoriano se lève, grave et solennel, l'hymne à Rome, le *carmen sæculare* d'Horace : « *Alme sol, possis nihil urbe Roma visere majus !* Fécond soleil, puisses-tu ne jamais rien voir de plus grand que la cité romaine ! » — Et l'illustre poète de l'âge d'or d'Auguste a dit là une des plus grandes vérités que l'histoire connaisse !... »

Nous livrons sans commentaires ces expressions enivrées aux réflexions de nos lecteurs. Ce n'est pas tout de suite que les conséquences de la conquête mussolinienne se feront sentir, mais il est inévitable que le génie qui vient d'être ainsi couronné par la victoire crée, par le fait même, des conditions nouvelles pour l'avenir de son peuple et de la civilisation latine dans l'univers.

IV

En contraste frappant avec ce triomphe de l'Italie mussolinienne, se déroule en Palestine, sous

le mandat de la Grande-Bretagne, une tragédie aux cent actes, dont chaque jour les journaux nous apportent les échos plus ou moins terrifiants. La revue américaine *Commonweal* a interrogé sur les événements palestiniens un journaliste européen très bien informé et de tendance impartiale, M. Cyprian M. Fisher, et publie sa réponse dans le nº du 19 juin.

Tout le monde sait en gros de quoi il s'agit : les Arabes s'effraient de l'immigration en un pays où, depuis des siècles, ils sont installés en propriétaires intangibles, de milliers et de milliers de Juifs, qui affichent la prétention de reconstituer leur ancienne patrie.

Mais la plupart des Européens ignorent l'immensité des intérêts qui s'agitent derrière les conflits de races. La Grande-Bretagne a réussi, sous le couvert de son mandat palestinien, à occuper tous les abords du canal de Suez, route des Indes. La victoire des Italiens en Abyssinie, achevant de donner à Rome un formidable empire, de l'Erythrée à la Somalie, semble menacer à la fois la ligne du Cap au Caire, chère aux ambitions de Cecil Rhodes et du sirdar Kitchener, et la ligne plus importante qui mène à l'Hindoustan. C'est ce qui donne tant d'importance au conflit palestinien :

« Quelle est la cause principale de ce conflit ? C'est en réalité l'existence de *deux promesses contradictoires* faites par Londres. — D'une part, la Grande-Bretagne a, durant la guerre, assuré les Arabes qu'elle protégerait leurs intérêts nationaux. Mais une fois la guerre passée, elle a favorisé le morcellement de l'Arabie dans le plus grand nombre d'Etats possible, tout en garantissant expressément aux Arabes de Palestine un certain degré d'*autonomie gouvernementale*, qui ne devait pas être moindre que celle des autres Etats modernes. — D'autre part, les hommes d'Etat anglais se sont solennellement engagés, par la déclaration Balfour (2 novembre 1917), à créer, en Palestine, « un *home* national pour le peuple juif. » Ces deux promesses n'ont jamais pu être conciliées, elles sont probablement inconciliables. Il n'est donc pas surprenant que, des deux côtés, les Juifs et les Arabes aient pu accuser le gouvernement mandataire de manquer à sa parole. »

Depuis l'avènement du christianisme, les Juifs, dispersés à travers le monde, n'ont cessé de rêver à un triomphe messianique qui les vengerait de leurs infortunes séculaires. Pourtant, depuis le XVIIIe siècle, en même temps que l'Europe se détournait du ciel vers la terre, et délaissant sa foi spirituelle se jetait dans les réalisations millénaristes de l'industrialisme sauveur, religion des temps nouveaux, les Juifs abandonnaient plus ou moins leur rêve millénaire, pour se faire une place de choix dans le paradis de la technique et du progrès. Toutefois, la réapparition de l'antisémitisme, çà et là, fit revivre en certains milieux israélites l'idéal oublié de la plupart des Juifs nantis des sociétés modernes. Ce fut un écrivain juif libre-penseur, le Hongrois Théodore Herzl, qui donna sa forme contemporaine au messianisme d'antan. Il publiait en 1896 un retentissant ouvrage : *L'Etat juif*. Dans un roman *Altneuland* (1903), il exposait sous une forme utopique son idéal du « sionisme » Il consacra du reste sa vie entière à répandre son idée, réunit le premier Congrès sioniste à Bâle, créa la *Banque nationale juive*, puis le *Fonds national juif*. Quand il mourut à 44 ans, en 1904, le mouvement était lancé. Il ne devait plus s'arrêter. Pourtant, les réalités politiques semblaient si peu favorables que le rêve de Herzl apparaissait comme une pure chimère d'écrivain romanesque. Brusquement, la Grande Guerre changea la situation mondiale. L'Empire turc s'écroula en partie. Les Arabes séparèrent leur cause de celle de leurs oppresseurs séculaires. La Grande-Bretagne eut l'adresse de s'installer en Palestine. La déclaration de Balfour vint donner à l'invention imaginative du romancier une actualité soudaine, et le déchaînement de l'antisémitisme en Allemagne, depuis l'avènement de Hitler, acheva de conférer au sionisme une valeur humanitaire.

Seulement, les sionistes et Balfour lui-même ne prirent pas garde à ce fait si simple : « le pays de nos Pères » n'était pas un pays inhabité. Il appartenait, depuis de longs siècles, à une autre race, pour laquelle il était devenu aussi « le pays de nos Pères » ! Herzl, en vrai romancier, n'avait pas fait attention à une circonstance pour lui parfaitement négligeable. Ainsi, les dynasties déchues se regardent-elles, pendant des siècles, comme titulaires de trônes perdus et se refusent à admettre qu'un droit nouveau a pu se substituer au leur ! Balfour n'était peut-être pas aussi aveugle que Herzl ; mais il voulait rendre impossible la formation d'un front national arabe, capable, un jour ou l'autre, de se dresser contre l'occupation anglaise. Le sionisme, avec son aspect humanitaire, servait un dessein machiavélique : *diviser pour régner !* Les capitaux juifs aidant, la Palestine pourrait être européanisée. Elle serait une base intéressante sur la route des Indes. Le port de Haïfa revêtait une grande importance à la fois stratégique et commerciale, d'autant plus que le port de Famagouste, acheté par Disraëli à la Turquie pour assurer la défense du canal de Suez, était trop peu profond pour les navires modernes.

Dans l'intervalle, le monde juif avait discuté passionnément l'opportunité du sionisme. Il y avait des partisans acharnés pour et contre. Actuellement, les discussions ont cessé, car trop de Juifs, chassés de chez eux, cherchent un refuge et sont heureux de trouver celui que leur offre le sionisme. Depuis 19 ans, des sommes énormes ont été réunies et 200.000 Juifs sont entrés en Palestine. C'est peu sur les 15 millions de Juifs que l'on compte dans l'univers, mais c'est beaucoup dans un pays relativement restreint comme la Palestine. Ajoutez à cela que les immigrants ont apporté des capitaux considérables, qu'ils ont commencé à appliquer des méthodes qui bouleversent les procédés agricoles du monde arabe, qu'ils re-